

Éric LAIR

## La Colombie entre guerre et paix

*La violence en Colombie est depuis vingt ans un mal endémique : 23 000 personnes, en moyenne, en seraient mortes chaque année durant la dernière décennie. Cette guerre, si elle n'est pas tout à fait une guerre civile, est faite en tout cas, et de plus en plus, contre les civils. Ceux-ci sont pris en otage par les différentes forces de la guérilla et par les paramilitaires, qui n'hésitent pas à utiliser violences et enlèvements pour se trouver en position de force dans les négociations de paix avec le gouvernement d'Andrés Pastrana. Au pouvoir depuis 1998, ce dernier a donné le sentiment de faire davantage de concessions à la guérilla qu'il n'en obtenait de progrès sur le chemin de l'apaisement. Et à l'heure où le « plan Colombie », soutenu par les États-Unis, risque de provoquer l'intensification de la guerre contre les trafiquants de drogue, la jeune nation colombienne est peut-être sur le point de basculer dans une nouvelle vague de violences guerrières.*

Politique étrangère

Depuis vingt ans, la Colombie connaît des phénomènes de violence « circulaires » particulièrement complexes, liés au conflit armé interne, au trafic de drogue, aux règlements de compte et à la délinquance<sup>1</sup>. Outre son caractère complexe, cette violence « généralisée<sup>2</sup> » se singularise par son intensité : au cours de la décennie 1990, elle aurait provoqué la mort de plus de 23 000 personnes en moyenne par an<sup>3</sup>. Si la violence a ainsi investi le quotidien

Éric Lair est chargé de cours à l'université Externadó de Colombia (Bogotá) et chercheur à l'Institut français d'études andines. Email : ericlair@yahoo.fr

1. Nous ne faisons référence qu'aux violences meurtrières dites « intentionnelles ». Sur les différents aspects de la violence qui traversent la société colombienne, nous renvoyons à Franco Saúl, *El Quinto : no matar, contextos explicativos sobre la violencia en Colombia*, Tercer Mundo Editores, Santafé de Bogotá, 1999.

2. Expression empruntée à Daniel Pécaut, « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures et conflits*, n° 13-14, 1994, p. 155-166.

3. Pour une présentation quantitative de l'ensemble des phénomènes de violence, le lecteur se référera utilement à Camilio Echandía, *El Conflicto armado y las manifestaciones de violencia en las regiones de Colombia*, Presidencia de la República, Santafé de Bogotá, 1999, ainsi qu'à Departamento Nacional de Planeación, *La Paz : el desafío para el desarrollo*, Tercer Mundo Editores, Santafé de Bogotá, 1998.

de nombreux Colombiens, les principales structures du pays ne se sont pas pour autant effondrées. La Colombie n'est pas un simple foyer de désordre ou une « zone grise<sup>4</sup> » aux mains de pouvoirs criminels violents, comme on en a parfois l'impression. Bien sûr, le pays est fragilisé par une violence endémique, un système judiciaire déficient et une crise économique sans précédent depuis les années 1930. Mais l'État ne s'est pas totalement délité. De surcroît, la Colombie peut encore se prévaloir d'être régie par des principes et des valeurs démocratiques, comme en témoigne la forte participation aux élections présidentielles de 1998, en dépit des menaces des guérillas et des groupes paramilitaires.

### **Retour sur l'évolution du conflit armé : l'importance des guérillas**

C'est dans ce contexte d'instabilité que nous voulons situer le conflit armé<sup>5</sup> qui met essentiellement aux prises les guérillas, les groupes paramilitaires et les forces de l'État. Depuis la fin de la décennie 1970, l'intensification de ce conflit armé a été telle qu'il domine désormais le panorama de la violence. Le regard des Colombiens sur le conflit a lui aussi changé. Il y a vingt ans, celui-ci ne paraissait pas menacer la stabilité du pays. Aujourd'hui, les plus alarmistes pensent que les guérillas sont en mesure de s'emparer de la capitale, Santafé de Bogotá, et que seule une intervention militaire des États-Unis pourrait mettre fin à leur expansion. D'autres, majoritaires, ont placé leurs espoirs dans les négociations de paix initiées en 1998 entre l'administration de l'actuel président Andrés Pastrana et la guérilla, pour sortir de la crise armée.

Principaux acteurs illégaux du conflit aux côtés des paramilitaires, les guérillas encore en activité sont nées dans les années 1960, au lendemain de la guerre civile (époque dite de *la violencia*) entre les partisans conservateurs et libéraux<sup>6</sup>. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, 1964), originellement liées au Parti communiste

---

4. Sur ces thèmes, voir Xavier Raufer, *Les Superpuissances du crime, enquête sur le narco-terrorisme*, Plon, Paris, 1993.

5. Pour des raisons de style, nous emploierons sans distinction de sens les mots « guerre » et « conflit (armé) ».

6. Sur ce cycle de violences qui a émaillé l'histoire du pays entre 1948 et le milieu des années 1960, voir Gonzalo Sánchez, *Guerre et politique en Colombie*, L'Harmattan, Paris, 1998.

colombien, et l'Armée de libération nationale (ELN, 1965), inspirée de la révolution cubaine, constituent à ce jour les deux grandes forces de guérilla. L'Armée populaire de libération (EPL, 1963), d'obédience maoïste, a longtemps appartenu à cette première génération de guérillas avant de déposer les armes en 1991. D'autres mouvements apparus ultérieurement tels le M.19 (1973) et le groupe armé indien Quintín Lame (1983) sont également retournés à la vie civile à cette époque<sup>7</sup>.

À compter des années 1990, la scène insurrectionnelle colombienne s'est donc singulièrement réduite en termes d'acteurs avec la démobilisation de ces guérillas. Cependant, l'activité des guérillas, dès lors concentrée autour des FARC et de l'ELN, n'a pas perdu en intensité. Au contraire, à partir des années 1992-1993, celles-ci ont accentué leurs opérations<sup>8</sup>. On a notamment assisté à une confrontation accrue entre les guérillas et les paramilitaires qui ont adopté une stratégie « antisubversive » résolument offensive. Dans le même temps, les FARC et, dans une moindre mesure, l'ELN ont multiplié les attaques contre les forces armées et de police en constituant des prisonniers dont le nombre s'élève aujourd'hui à plus de 520. En fait, au cours des années 1990, les FARC ont su tirer profit de l'instabilité politico-institutionnelle consécutive aux accusations de financement de la campagne électorale du président Ernesto Samper (1994-1998) par les trafiquants de drogue et de l'absence d'une stratégie militaire clairement définie permettant aux forces de l'État de prendre l'initiative contre la guérilla.

Cette intensification récente de la guerre n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans le prolongement des bouleversements intervenus dans la configuration du conflit au début des années 1980. En effet, si, jusqu'à la fin de la décennie 1970, l'activité des guérillas et la magnitude du conflit étaient restés limités, à partir de cette époque, la subversion

7. Il convient de préciser que tous les membres de ces guérillas n'ont pas déposé les armes. Bon nombre d'entre eux ont alors constitué des groupes de guérilla dissidents ou formé des bandes de délinquants organisées. Par ailleurs, après le processus de démobilisation, certains guérilleros ont repris les armes faute de pouvoir s'insérer dans la vie civile ou suite aux menaces de mort des paramilitaires et des autres guérillas encore en activité.

8. Pour une vision géographique de la guerre, voir Jesús Antonio Bejarano (dir.), *Colombia : inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Universidad Externado de Colombia-FONADE, Santafé de Bogotá, 1997.

cesse d'être un simple élément du paysage sociopolitique traditionnel de la Colombie et devient une réelle menace pour la stabilité du pays. Après de longs mois de crises intestines, toutes les guérillas ont alors intensifié leurs opérations militaires et de propagande politique. Face à l'écho grandissant du M.19, notamment auprès des classes moyennes et des intellectuels, elles ont entamé une compétition où chacun aspire à être le dépositaire légitime de la contestation armée, dans un système politique historiquement dominé par le bipartisme entre conservateurs et libéraux<sup>9</sup>.

Au début des années 1980, les guérillas les plus actives étaient les FARC et surtout le M.19. Distant des grands courants de contestation communiste, ce dernier constituait alors un mouvement d'insurrection armée atypique de par la composition de ses membres (émanant principalement des classes moyennes et des milieux universitaires), son discours aux accents nationalistes et la volonté de s'implanter dans les centres urbains, à la différence des autres guérillas qui sont aujourd'hui encore éminemment « rurales ». Tout au long de la décennie 1980, le M.19 s'est illustré par des opérations aussi spectaculaires qu'éphémères qui ont fini par amenuiser son capital de sympathie auprès de nombreux secteurs de la population alors que se renforçaient militairement les FARC et l'ELN. Pour mémoire, on rappellera que l'assaut du Palais de justice de Bogotá, le 6 novembre 1985, qui s'est soldé par la mort de plusieurs militaires, civils et juristes, a indéniablement contribué à éroder le capital de sympathie et l'image politique du M.19. Conjuguées à une faiblesse militaire chronique, ces erreurs ont largement facilité le retour à la vie civile de la plupart de ses membres à l'orée des années 1990<sup>10</sup>.

Finalement, la concurrence armée entre guérillas a ouvert un cycle de violences protéiformes dont celles-ci ont rapidement perdu la maîtrise. Dans un premier temps, elles se sont heurtées à la répression de l'armée régulière. Puis, celle-ci a de plus en plus cédé le terrain de la lutte antiguérilla aux paramilitaires qui sont devenus des acteurs incontournables du conflit, comme nous allons le voir.

---

9. Pour une histoire récente de la guérilla colombienne, voir l'ouvrage de Eduardo Pizarro Leongómez, *Insurgencia sin revolución*, Tercer Mundo Editores-IEPRI, Santafé de Bogotá, 1996.

10. Sur ce thème, voir Ricardo Peñaranda et Javier Guerrero (dir.), *De las armas a la política*, Tercer Mundo Editores-IEPRI, Santafé de Bogotá, 1999.

### **La complexification et l'intensification du conflit depuis les années 1980**

Plus profondément, il y a eu au cours de ces années une complexification de la confrontation armée, qui est le reflet de ce que nous pourrions appeler une « rupture stratégique ». Tout d'abord, il y a eu rupture dans la posture stratégique générale (buts, représentations, initiatives, moyens et maîtrise socio-spatiale) des guérillas. Lors de leurs conférences respectives tenues en 1982-1983, les FARC et l'ELN ont adopté des stratégies politico-militaires particulièrement offensives : entre autres choses, elles décidèrent de dédoubler leurs fronts de guerre existants, de se disséminer géographiquement selon une logique centrifuge, de diversifier leurs sources de financement et de s'immiscer davantage dans la vie des *municipes*<sup>11</sup> en vue de créer les conditions d'une insurrection populaire.

Cette politique offensive a coïncidé avec un bouleversement dans l'économie de guerre. L'essor du commerce de drogue et, plus généralement, la mobilisation d'une multitude de ressources économiques (exploitation de mines d'or, d'émeraude et de charbon, extorsion des compagnies pétrolières et des populations, etc.) rendent intelligible *a posteriori* l'évolution de la guerre. Les guérillas et les paramilitaires ont ainsi pu accroître leurs effectifs, la qualité de leur armement, leur influence et la magnitude des confrontations dans le temps et l'espace. Il y a donc eu sur tous ces plans un saut qualitatif et quantitatif de la guerre.

Quelques chiffres donnent une idée de la croissance des guérillas : les FARC sont passées de 32 fronts et 3 500 soldats, en 1986, à plus de 60 fronts et 7 500 combattants, en 1995, alors que l'ELN est passée, respectivement, de 11 à 32 fronts et de 800 à 3 200 combattants. Aujourd'hui, on estime à 15 000 le nombre total des FARC et à 5 000 celui des ELN qui ont récemment été affectés par la campagne lancée à son encontre par les paramilitaires<sup>12</sup>.

L'augmentation du nombre de combattants et leur dispersion en une multitude de factions armées n'ont pas entraîné pour l'instant une

11. Alfredo Rangel Suárez, *Colombia : guerra en el fin de siglo*, Tercer Mundo Editores, Santafé de Bogotá, 1998, p. 1-43.

12. *Ibid.*, p. 49-64.

atomisation incontrôlée des fronts de guerre. Néanmoins, les velléités d'indépendance sont bien réelles. Au sein de l'ELN, elles sont surtout incarnées par le puissant Front Domingo Lain, qui a quitté l'organisation avant de la réintégrer il y a peu. Dans les rangs des FARC, si les dissensions sont plus voilées, la dispersion des fronts pose d'indéniables problèmes de contrôle logistique et militaire au Secrétariat général alors que la nouvelle génération de chefs de front paraît plus encline aux actions armées (tendance militariste) que la ligne politique suivie par les chefs historiques de la guérilla.

Les paramilitaires, dont les effectifs sont estimés à plus de 8 000 hommes, trouvent leur origine au milieu de la décennie 1980, en réaction aux exactions des guérillas. Ils ont alors bénéficié de l'appui d'officiers de l'armée régulière et des services de renseignement<sup>13</sup>, ce qui n'est globalement plus le cas aujourd'hui. Les cas de collusion entre paramilitaires et forces armées sont avant tout le fruit d'initiatives personnelles<sup>14</sup>. À la différence de l'expérience menée au Pérou pour lutter contre les guérillas, il n'y a pas eu en Colombie de politique étatique d'appui en faveur des paramilitaires. Ces derniers reçoivent des soutiens occultes de nombreux secteurs de la société, et principalement des grands propriétaires terriens. Ils passent également des accords d'opportunité avec les narcotrafiquants quand ils ne sont pas financés par eux.

Les groupes paramilitaires ne sont pas non plus aussi unis qu'il y paraît. Regroupés sous la bannière d'Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ils défendent avant tout des intérêts locaux. Néanmoins, leurs fronts régionaux trouvent des solidarités dans la lutte contre un ennemi commun : la guérilla. En forçant un peu le trait, on pourrait dire que ce sont eux, désormais, les principaux opposants à la croissance des guérillas. Ils leur disputent, par exemple, le contrôle de nombreuses localités<sup>15</sup>. D'où une bipolarisation croissante du conflit dans laquelle l'armée ne tient pas pour l'instant un rôle très actif, sou-

---

13. Fernando Cubides, « Colombie : la violence des paramilitaires », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet-septembre 1999, p. 61-74.

14. Sur ce type d'alliances, voir les rapports particulièrement détaillés et évocateurs publiés par l'organisation *Human Right Watch*: [www.hrw.org](http://www.hrw.org).

15. Pour une présentation des rapports de force à l'échelon local et des principales zones en conflit, voir Camilo Echandia, « La Guérilla colombienne : conditions objectives et stratégies d'une expansion », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet-septembre 1999, p. 33-60.

vent cantonnée dans ses campements faute de stratégie d'action clairement définie et de maîtrise des territoires. Réduite à une position d'attente, l'armée donne ainsi l'impression de se satisfaire des offensives des paramilitaires<sup>16</sup> et d'être prise dans un système tacite de délégation de la force à ces organisations privées illégales. Pour sortir d'un cercle pernicieux dans lequel se combinent le manque de disponibilité opérationnelle et la perte de légitimité de l'armée, une réforme militaire vient d'être entreprise. S'il est trop tôt pour mesurer ses effets, l'accent semble avoir été mis sur la création d'unités flexibles et sur l'emploi de technologies aériennes en partenariat avec les États-Unis.

### **Guerre civile ou guerre contre les civils ?**

Il s'est produit au cours des dernières années une intensification du conflit entre groupes armés. Toutefois, les confrontations armées directes ne sont pas la règle. À l'instar de ce que l'on peut observer dans d'autres conflits internes (Algérie, Sierra Leone, Angola, etc.), les principales victimes des actions armées sont en effet les populations civiles. Mais, contrairement à une opinion désormais répandue en Colombie où, il y a peu, on ne reconnaissait pas ouvertement la situation de guerre interne, nous pensons que le pays ne vit pas une « guerre civile<sup>17</sup> ». Évidemment, des citoyens ont pris les armes pour s'opposer à l'État et/ou entre eux. Mais l'immense majorité de la population souhaite rester en dehors du conflit et ne s'identifie en rien avec les groupes armés. Il n'y a pas en Colombie de divisions marquées et stables de la population entre différents camps antagonistes qui s'affronteraient pour des motifs politiques, idéologiques ou de type communautaire, par exemple. À cet égard, le conflit paraît même « privé de sens », tant il manque de référents mobilisateurs qui justifieraient une participation massive et volontaire des civils à la confrontation armée.

Aussi s'agit-il non pas d'une guerre civile mais d'une guerre contre les civils. Dans la plupart des cas, les populations deviennent d'ailleurs

16. Voir Adolfo León Atehortua Cruz, « Colombie : la place des militaires dans le conflit politique armé », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet-septembre 1999, p. 75-87.

17. Pour une réflexion plus large sur la notion générique et de plus en plus controversée de « guerre civile », voir les travaux reproduits dans « La guerre civile entre histoire et mémoire », dans *Enquêtes et Documents*, n° 21, 1994.

malgré elles, et sous l'emprise de la coercition<sup>18</sup>, un acteur du conflit. Elles sont à la fois les cibles et les enjeux des stratégies des protagonistes armés qui cherchent à les contrôler, à les expulser des territoires ou à les éliminer. Toute personne qui ne coopère pas devient un suspect *a priori*. Les belligérants impriment ainsi au conflit une dynamique locale « ami-ennemi », afin de clarifier les rapports sociaux. Ces phénomènes de « labellisation forcée » rendent la neutralité extrêmement difficile pour les populations qui n'ont d'autres alternatives que de se rebeller contre l'ordre imposé, de s'enfuir ou de se soumettre à un protagoniste armé.

### **Le jeu politique des acteurs en conflit**

À la lecture de ce qui précède, on peut se demander ce qui motive la lutte des protagonistes armés et si, finalement, le conflit n'est pas dénué de dimension politique. En effet, après des années de confrontation, les buts politiques initiaux des guérillas semblent avoir perdu de leur consistance, et cela en dépit des discours des chefs de la guérilla annonçant toujours la destitution du régime en place pour instaurer une société « juste et égalitaire » au nom de principes hérités du communisme, celui-ci étant envisagé dans son acception la plus large.

Dans les faits, les exactions perpétrées à l'encontre de la population ont eu pour conséquence d'éloigner chaque fois plus celle-ci des guérillas et de repousser, par conséquent, la perspective d'une insurrection générale. Ce qui fait dire à certains analystes que la guérilla colombienne constitue un cas d'« *insurrección – non populaire, serait-on tenté d'ajouter – sans revolución*<sup>19</sup> ». En outre, les objectifs militaires et les intérêts économiques croissants de la guérilla, qui a mis en place une économie de guerre particulièrement lucrative, articulée autour du trafic de drogue et de la pratique des enlèvements, l'ont éloignée de ses buts politiques originels.

---

18. Sur le rôle de la coercition et, plus particulièrement, de la terreur, toutes deux instrumentalisées par les groupes armés pour s'assurer le contrôle des territoires et des populations, voir Éric Lair, « El Terror, recurso estratégico de los actores armados : reflexiones en torno al conflicto colombiano », dans *Análisis Político*, n° 37, 1999, p. 64-76.

19. Titre du livre de l'un des grands spécialistes de la guérilla en Colombie, Eduardo Pizarro Leongómez, *Insurgencia sin revolución*, Tercer Mundo Editores-IEPRI, Santafé de Bogotá, 1996.

Néanmoins, la guérilla colombienne n'est pas un simple groupe de « délinquants » ou d'« antisociaux », pour reprendre la terminologie des militaires, qui seraient animés par des ambitions guerrières et économiques. Elle a encore un discours politique qui reprend notamment la rhétorique de la réforme agraire et de la refonte des institutions du pays. Surtout, c'est à l'échelon local qu'il faut chercher les dimensions politiques des guérillas mais aussi des paramilitaires. Le contrôle socio-spatial qu'exercent ces deux protagonistes dans les municipalités leur permet, d'une part, de mobiliser les populations dans des actes de protestation collective (stratégies de démonstration de force), telles que les marches paysannes, et, d'autre part, de s'immiscer dans la gestion et l'administration des municipalités en exigeant des représentants de l'État qu'ils leur « rendent des comptes ».

Cela explique, en partie, pourquoi les groupes armés privés sont actuellement occupés à accumuler des forces et à étendre leur influence au niveau local et semblent provisoirement (?) se détourner d'une quête de pouvoir de plus grande envergure. Finalement, les guérillas et les paramilitaires donnent le sentiment de s'affirmer comme des micropouvoirs politiques de fait<sup>20</sup>, à défaut de conférer à la lutte armée un sens politique plus structurant à l'échelle nationale. Avec, en soubassement, le recours à la force armée, ils essaient de compenser leur manque de légitimité et de représentation politique officielle par un contrôle effectif des municipalités en « repolitisant » leurs actions depuis « le bas », c'est-à-dire le local. Enfin, il est important de souligner que ces groupes armés ne se contentent pas de ce pouvoir local. Ils s'appuient également sur la gestion de leur pouvoir local pour s'ouvrir des espaces de négociation avec les autorités de l'État et obtenir une reconnaissance politique (inter)nationale, comme on le voit dans l'actuel processus de paix.

### **De difficiles négociations de paix**

En effet, depuis la dernière élection présidentielle de 1998, qui a vu l'arrivée au pouvoir du candidat conservateur Andrés Pastrana, le thème de la paix est devenu un sujet de conversation récurrent dans la

---

20. Thème central de l'ouvrage de Alfredo Rangel Suárez, *Colombia : guerra en el fin de siglo*, Tercer Mundo Editores, Santafé de Bogotá, 1998.

société colombienne. Le président lui-même a fait de la paix l'une de ses priorités, pendant et après la campagne électorale, en initiant un processus de négociation avec la subversion, c'est-à-dire en premier lieu avec les FARC qui représentent la principale force de guérilla du pays. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement ouvre des pourparlers avec la guérilla. Pour reprendre la périodisation du conflit qui a été la nôtre à partir du début des années 1980, on s'aperçoit que l'intensification de la lutte armée a été jalonnée de négociations de paix plus ou moins fructueuses<sup>21</sup>.

Lors de la présidence de Belisario Betancur (1982-1986), à l'exception de l'ELN, les principales guérillas (FARC, M.19 et EPL) acceptèrent de dialoguer avec le gouvernement et de larges secteurs de la société civile représentée dans la « Commission de paix » instituée pour l'occasion. L'un des grands mérites de cette administration fut d'obtenir une trêve armée en 1984-1985 et d'ouvrir un espace de concertation directe avec la guérilla alors qu'elle se trouvait dans un processus d'expansion sans précédent. Toutefois, la négociation a rapidement trouvé ses limites, notamment faute d'une stratégie de paix gouvernementale clairement définie, en raison de la multitude des acteurs impliqués dans les pourparlers et des options militaires des guérillas. À la fin de l'année 1985, en outre, la négociation fut entravée par l'attaque du Palais de justice de Santafé de Bogotá, orchestrée par le M.19, puis suspendue dans les mois suivants avec la fin de la trêve armée des autres mouvements d'insurrection.

Il faut en fait attendre l'Administration du président César Gaviria (1990-1994), qui reprit et poursuivit les discussions initiées par son prédécesseur Virgilio Barco, pour voir quelques mouvements de guérilla retourner à la vie civile. Dix ans plus tard, force est de constater que le bilan de ce processus de démobilisation n'est cependant pas très positif. Tout d'abord, rappelons que parmi les plus puissantes guérillas du pays, seuls l'EPL et le M.19 ont déposé les armes, à un moment où ils étaient affaiblis militairement. Par ailleurs, la nature même du processus de paix a montré les dangers d'une paix partielle négociée avec certains groupes, alors que d'autres, comme les FARC et les parami-

---

21. Pour une synthèse de ces processus de négociation, voir les études regroupées dans *L'Ordinaire latino-américain, Colombie*, n° 179, janvier-mars 2000.

litaires, n'avaient pas désarmé et se sont livrés, depuis lors, à des règlements de compte en éliminant les anciens membres des guérillas. Enfin, en réaction à ces assassinats et à défaut de pouvoir se réinsérer dans le tissu social, les guérilleros démobilisés ont été tentés de reprendre un mode de vie violent : délinquance, retour à la guérilla, passage dans les rangs des paramilitaires...

Au cours du mandat de Ernesto Samper (1994-1998), les négociations de paix ont été bloquées par la crise politico-institutionnelle survenue à la suite des accusations de financement occulte de sa campagne électorale par les trafiquants de drogue. Plus généralement, l'Administration Samper a largement été paralysée dans sa gestion interne et ses relations diplomatiques, notamment avec les États-Unis, par cette crise de légitimité. C'est donc dans un contexte de grande instabilité politique et de guerre croissante que le président Andrés Pastrana a pris ses fonctions, en 1998. Après plus de deux ans d'investiture, les espoirs suscités par son élection quant à une possible solution négociée au conflit<sup>22</sup> se sont largement évanouis.

Pour le moment, en effet, le gouvernement de Pastrana a été dans l'incapacité d'entamer une discussion de fond avec la guérilla autour du cessez-le-feu, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants ou encore du thème de la réforme politique et économique demandée par la guérilla. De surcroît, il a privilégié une relation directe avec les FARC au détriment de la négociation avec l'ELN et des paramilitaires, qui se sentent exclus des pourparlers. Peut-être plus grave encore, le gouvernement a donné le sentiment de faire de nombreuses concessions aux FARC, en ayant notamment accepté de dialoguer en temps de guerre sans cessez-le-feu préalable et de démilitariser une zone de 42 000 km<sup>2</sup> (vers l'est du pays, zone d'implantation traditionnelle de la subversion) passée sous le contrôle de la guérilla en vue de créer un climat de confiance et de faciliter des pourparlers<sup>23</sup>. Un peu à l'image de ce qui s'était produit à l'époque de la trêve armée négociée sous la présidence de Betancur, le gouvernement actuel semble participer indirectement à la modernisation de la guérilla, qui

22. Pour une présentation détaillée de l'actuel processus de négociation, voir Daniel Pécaut, « Colombie : une paix insaisissable », dans *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet-décembre, p. 5-31.

23. Réflexions et inquiétudes qui se retrouvent dans l'ouvrage de Francisco Leal Buitrago (dir.), *Los Laborintos de la guerra*, Tercer Mundo Editores, Santafé de Bogotá, 1999.

met à profit cette zone de non-guerre démilitarisée pour acheminer des armes depuis les pays frontaliers. Mais, en contrepartie, les FARC manifestent très peu leur volonté de négociation. Dernièrement, elles ont plutôt intensifié leurs opérations de guerre, les violences contre la population et les enlèvements, qui lui ont permis d'arriver à la table des négociations en position de force et d'attendre les propositions de paix du gouvernement.

Plus profondément, c'est la stratégie de paix de tous les acteurs en conflit qu'il est difficile de percevoir. On peut donc se demander si chaque partie se donne réellement les moyens de créer les conditions d'une paix durable et croit en une solution négociée du conflit. Ce doute est d'autant plus présent que, sur le plan extérieur, le gouvernement a réussi à renforcer ses liens politiques et militaires avec les États-Unis. Ce rapprochement intervient après les tensions provoquées par la question de la lutte contre la drogue et le scandale du financement occulte de la campagne électorale du parti libéral, qui avaient obscurci les relations entre les Administrations Clinton et Samper. Le renforcement de la coopération entre les États-Unis et la Colombie s'est principalement matérialisé par l'acceptation du « plan Colombie », dont l'ambition affichée est d'essayer de sortir de la crise politique, militaire et socioéconomique dans laquelle se trouve actuellement le pays<sup>24</sup>.

Concrètement, ce plan s'articule autour de quelques grands axes thématiques : la paix, la défense et la sécurité nationales, le redressement de l'économie, la réforme fiscale et financière, le système judiciaire, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la drogue, la question agraire, la participation populaire, le développement et la coopération internationale. Au-delà des déclarations de principe et du contenu fort ambitieux du plan, on s'aperçoit cependant que la plupart des fonds, pour l'essentiel apportés par les États-Unis, sont destinés aux questions de défense, de sécurité et de lutte contre la drogue. Pour être plus précis, cette aide financière va permettre un accroissement de l'éradication des cultures de drogue, une modernisation des forces armées dans leur ensemble et une intensification de la guerre contre

---

24. *Síntesis 2000 – Anuario social, político y económico de Colombia*, Tercer Mundo Editores-IEPRI, Santafé de Bogotá, 2000, p. 37-38.

les acteurs du trafic de stupéfiants. Ce qui laisse présager une recrudescence de la confrontation armée non seulement contre les réseaux « mafieux », mais aussi contre les guérillas et les paramilitaires associés au trafic pour financer leur effort de guerre et l'acquisition d'armes modernes.

### **Incertitudes d'une catastrophe certaine**

Finalement, en se militarisant toujours davantage, les protagonistes armés paraissent se préparer à une nouvelle intensification de la guerre, qui pourrait bien avoir comme épïcêtres les zones de culture et de production de la drogue dans l'est et le sud du pays. Et ce à un moment où le processus de paix est dans l'impasse et semble dénué de dessein stratégique à long et moyen termes.

Si ce scénario militaire venait à se confirmer, le pays entrerait alors dans une période d'incertitudes et de confrontations armées sans précédent. Or, sans parler des effets économiques néfastes du conflit, dont on mesure pas encore toute l'ampleur, le bilan humain de la confrontation est d'ores et déjà catastrophique pour la société colombienne. Pour ne citer que quelques chiffres, le pays compte désormais plus de 1,5 million de déplacés internes ; en outre, au cours de l'année 1999, plus de 200 000 Colombiens ont officiellement quitté le territoire national pour s'installer dans d'autres pays de la région, en Europe ou aux États-Unis. La Colombie est donc devenue un pays d'exode dont toutes les catégories de la population sont désormais affectées par la crise qui traverse la société. Reste maintenant à savoir si la guerre va s'aggraver et fragmenter encore plus cette jeune nation fragilisée par la violence au point de la faire implorer et de la détruire pour les générations à venir.